

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**N° 231/2026**

**Objet : Règlementation temporaire de la circulation et du stationnement – L'estocade – rue Beausoleil – place Bellecroix - rue du Fort 30129 Manduel**

**Le Maire de Manduel**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2211-1, L.2212-2 et L.2213-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2, L.141-2, R.116-2 ;

**Vu** le Code de la route, et notamment ses articles L.411-1 à L.411-7 et R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code pénal, et notamment ses articles L.131-13, R.610-5 et R.644-2 ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1, et suivants ;

**Vu** les Arrêtés du Maire n° 210/2026 et n°212/2026 portant règlementation des heures de clôture et des animations musicales ;

**Considérant** la demande, de Madame Dagand gérante du bar « l'estocade », 1 place Bellecroix 30129 Manduel, qui sollicite la règlementation temporaire de la circulation et du stationnement rue Beausoleil, place Bellecroix et de la rue du fort à l'occasion de la fête votive 2026.

**Arrête**

**Article 1** : Les usagers de la rue Beausoleil, place Bellecroix et de la rue du Fort au droit du 15 devront se conformer aux restrictions selon les mesures particulières imposées par les circonstances consécutives de la fête votive 2026, par le bar « l'estocade » à compter du jeudi 20 août 2026 au lundi 24 août 2026 de 10 heures 30 à 16 heures et de 19h00 à 02h00.

**Article 2** : Les restrictions suivantes seront instituées au droit de la manifestation du jeudi 20 août 2026 au lundi 24 août 2026 de 10 heures 30 à 16 heures et de 19 heures 00 à 2 heures :

- Stationnement interdit du Jeudi 20 aout 2026 au lundi 24 aout 2026
- Circulation interdite du jeudi 20 aout 2026 au lundi 24 aout 2026 de 10h30 à 16h00 et de 19h00 à 02h00.

**Article 3** : La signalisation réglementaire sera mise en place par le bar « l'estocade » sous le contrôle de l'autorité municipale.

Il devra prendre les mesures nécessaires en accord avec le service départemental d'incendie et de secours du Gard et de la gendarmerie nationale afin d'assurer l'accessibilité des secours en cas d'urgence.

Il s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité civile inhérente à son activité et à l'utilisation du domaine public.

**Article 4** : Le demandeur est tenu de prendre toutes dispositions pour assurer la libre circulation piétonne pendant la durée de la manifestation. Si le cheminement devait s'opérer par la voie de circulation des véhicules à moteur, le pétitionnaire s'engage à procéder à la sécurisation de ce dernier par une matérialisation et une signalisation adéquate. Le pétitionnaire sera particulièrement vigilant à la sécurité des usagers. Il procédera à une stricte sécurisation du site.

**Article 5** : A l'issue de l'occupation, le demandeur sera tenu de rendre le domaine public en parfait état de propreté, et de réparer les dommages et dégradations éventuellement causés. Si, à l'expiration du délai de quinze jours après la fin de la manifestation, la remise en état du domaine public n'est pas faite ou demeure inachevée, il sera procédé, après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services municipaux, aux frais et risques du pétitionnaire.

**Article 6** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions du code de la route. Les véhicules en stationnement gênants seront conduits à la fourrière à la diligence des services de police aux frais et périls du propriétaire.

**Article 7** : Le présent arrêté sera publié, affiché sur la voie concernée par le demandeur et figurera au recueil des actes administratifs de la commune.

**Article 8** : Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent Arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 9** : Madame la directrice générale des services, Madame la cheffe de service de police municipale de Manduel, le responsable du service technique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire. Ampliation est transmise à Monsieur le préfet du Gard et Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes.

Fait à Manduel, le 04 aout 2026

Pour le Maire absent et par délégation du Maire,  
La deuxième adjointe,  
Delphine Marty

